

Dépêche AEF : Directeurs d'école : Jean-Michel Blanquer annonce plusieurs mesures ; une intersyndicale réclame des "actes forts"

6-7 minutes

Alors que ce jeudi 3 octobre 2019 était une journée d'hommage - grève dans le 93, des rassemblements ailleurs en France - à la directrice d'école de Pantin qui s'est suicidée, Jean-Michel Blanquer a annoncé des mesures sur le sujet des directeurs d'école et de la prévention des risques : un comité de suivi sur la fonction de directeur d'école, un questionnaire à destination des directeurs d'école, des groupes de travail départementaux et un CHSCT-MEN spécifique. Lors du CTMEN du jour, une intersyndicale enseignante a listé des propositions communes pour améliorer la situation des directeurs.



Des centaines de personnes se sont rassemblées à Bobigny en hommage à Christine Renon, jeudi 3 octobre 2019 FSU

"Plus de 200 écoles fermées et plus de 65 % de grévistes". Selon le Snuipp-FSU 93, l'appel à la grève d'une intersyndicale enseignante sur le mot d'ordre "Ne laissons pas le travail nous tuer", ce jeudi 3 octobre 2019 ([lire sur AEF info](#)), jour des obsèques de Christine Renon, la directrice d'école de Pantin qui s'est suicidée le 21 septembre dans son école ([lire sur AEF info](#)), a été très suivi.

3 000 personnes (1), [selon le Snes-FSU 93](#), se sont également rassemblées devant la DSDEN 93, à Bobigny, ce jeudi après-midi, pour "rendre hommage à Christine Renon et réclamer d'autres

conditions de travail", souligne le Snuipp. Des rassemblements d'enseignants se sont tenus à plusieurs endroits en France.

Un comité de suivi, un questionnaire, des réunions départementales et un CHSCT

Plus tôt dans la journée, le ministre Jean-Michel Blanquer s'était exprimé sur le sujet [sur RTL](#). "Il faut saluer sa mémoire", a-t-il déclaré, avant d'évoquer d'éventuelles mesures sur la fonction de directeur d'école : "On doit améliorer la situation des directeurs d'école, en faisant évoluer le statut, qui est une possibilité (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). Tout doit se discuter, nous devons tous prendre nos responsabilités. Je suis prêt à faire évoluer les choses. Il faut établir un consensus avec les organisations syndicales". Et le ministre de proposer alors "l'ouverture d'un comité de suivi de la fonction de directeur auquel seront conviés les organisations syndicales et des directeurs d'école en fonction".

Ce jeudi 3 octobre se tenait également un CTMEN, pendant lequel le ministre a redit sa volonté de mettre en place un comité "consultatif". Jean-Michel Blanquer a aussi annoncé l'envoi d'un questionnaire aux directeurs d'école pour leur permettre de s'exprimer, des groupes de travail sur la direction d'école dans chaque département et un CHSCT-MEN prochain sur la thématique des suicides.

toutes les catégories professionnelles se sentent concernées

Au cours de ce CTMEN, plusieurs fédérations syndicales (FSU, Sgen-CFDT, Unsa-Education, Solidaires et CGT) ont lu une déclaration commune. Rappelant qu'une [pétition intitulée "Plus jamais ça"](#) mise en ligne le 1er octobre "frôlait" les 100 000 signatures, elles estiment que "ce sont en réalité toutes les catégories professionnelles de notre ministère qui se sentent concernées. Des collègues nombreux, de tous nos métiers, nous racontent la fatigue, voire l'épuisement professionnel résultant de l'augmentation de la charge de travail, de la difficulté des conditions d'exercice, d'un sentiment de dépossession de son métier, d'être contraint et contrainte à mal faire son travail".

Les syndicats ont énoncé plusieurs revendications, demandant "des actes forts, des décisions rapides et concrètes" :

- "du temps aux directeurs et directrices pour assurer leurs missions auprès du public et de l'équipe dans les écoles, avec davantage de décharges de direction" ;
- "un remplacement effectif des directeurs et directrices sans décharge pour que les jours de direction ne soient plus un leurre" ;
- "limiter drastiquement les sollicitations faites aux directeurs et directrices pour que cesse la taylorisation de leur travail" ;

- "sortir d'un pilotage injonctif" ;
- "des postes doivent être créés et pourvus par des titulaires pour que l'intensification du travail cesse et que le travail reprenne sens" ;
- une réelle médecine du travail et de prévention doit se déployer ;
- "une analyse de la prévalence des suicides et des congés maladies au prisme des conditions de travail doit servir à construire une réelle politique de prévention des risques psychosociaux pour tous les personnels".

Les syndicats attendent des "décisions à la hauteur"

Jointe par AEF info après les annonces du ministre en CTMEN, Francette Popineau, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, insiste sur le fait que "près de 100 000 signatures en moins de 48 heures à la pétition est un signe évident qu'au-delà de la question importante de la direction d'école, tous les personnels sont touchés par des conditions de travail dégradées : perte de sens du métier, difficultés à l'exercer et isolement, entre autres". Elle ajoute attendre que "des décisions soient prises à la hauteur de l'ensemble des besoins".

Pour Catherine Nave-Bekthi, secrétaire générale du Sgen-CFDT également contactée par AEF info, les propositions du ministre se placent dans une "démarche intéressante. Cependant il faudra que ce dialogue permette de déboucher sur des mesures concrètes". Ainsi, pour elle, le statut de directeur n'est "pas la solution. Il faudra explorer d'autres mesures : celles proposées dans le texte intersyndical, mais aussi permettre que davantage de décisions se prennent dans les écoles".